

Mardi matin, 5 septembre 2017

Direction de l'instruction publique**17 2017.RRGR.46 Motion 012-2017 Näf (Muri, PS)
Compétences en lecture à la fin de la scolarité obligatoire
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 012-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 23.01.2017
Déposée par: Näf (Muri, PS) (porte-parole)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Cosignataires: 22
N° d'ACE: 675/2017 du 28 juin 2017
Direction: Direction de l'instruction publique

Compétences en lecture à la fin de la scolarité obligatoire

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. de contrôler que des exigences minimales en compréhension de texte dans la première langue soient remplies au début du 3^e cycle ;
2. d'assurer que les élèves profitent d'un matériel pédagogique complémentaire personnalisable pour améliorer leurs compétences en lecture ;
3. de permettre à certains élèves d'être dispensés de l'enseignement d'une langue étrangère au profit d'un entraînement individuel dans leur langue première ;
4. d'examiner de nouvelles mesures pour que la compréhension de texte soit davantage encouragée dans le cadre du Lehrplan 21.

Développement :

Chaque année, des élèves achèvent leur formation obligatoire avec des compétences insuffisantes en lecture. Ces analphabètes fonctionnels ne remplissent pas les conditions nécessaires pour entamer une formation professionnelle, risquent d'être au chômage ou de dépendre de l'aide sociale. L'exclusion sociale et les frais élevés ne doivent plus être acceptés : il faut prendre des mesures préventives concrètes.

Ainsi, il faut introduire une procédure de test standardisée pour que des compétences en lecture insuffisantes soient décelées à temps. Il ne s'agit pas là expressément de comparer les prestations des élèves, mais d'un instrument qui permette de repérer les élèves dont le niveau est inférieur aux exigences minimales.

Un diagnostic de compétences en lecture insuffisantes doit être suivi d'un entraînement spécifique. Pour ce faire, il est nécessaire de disposer d'un moyen d'enseignement comprenant des textes authentiques et les plus actuels possible issus de tous les domaines. L'accent doit être mis sur le développement d'un logiciel d'enseignement adaptatif qui enregistre le niveau de compétences en lecture et propose sur cette base des exercices appropriés.

Outre l'entraînement individuel, l'école obligatoire doit se focaliser davantage sur la compréhension de texte car les objectifs du plan d'études n'ont manifestement pas été atteints dans ce domaine pourtant central.

Les élèves doivent pouvoir être dispensés de cours dans une autre branche au profit de l'amélioration de leurs compétences en lecture dans leur langue première. Si l'élève rencontre également des problèmes majeurs dans l'acquisition d'une langue étrangère, alors il est primordial de le dispenser de l'apprentissage d'une langue étrangère.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Dans ce cas de figure, le Conseil-exécutif dispose, lors de l'accomplissement du mandat, d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités. C'est à lui qu'il appartient de décider en dernier ressort.

Le motionnaire demande la mise en œuvre de mesures garantissant que tous les élèves de l'école obligatoire acquièrent des compétences en lecture suffisantes dans la langue d'enseignement. Savoir lire est une compétence essentielle et universelle pour pouvoir participer à la vie sociale, culturelle et politique. Pour les élèves, cette compétence est l'un des fondements de leur réussite scolaire, et ce dans toutes les disciplines. Le Conseil-exécutif partage l'avis du motionnaire selon lequel il est nécessaire de prendre des mesures pour qu'il n'y ait plus chaque année des élèves qui quittent l'école obligatoire avec des compétences en lecture insuffisantes.

Le Conseil-exécutif se prononce comme suit sur les différents points abordés dans la motion :

Chiffre 1 :

Le Conseil-exécutif est disposé à clarifier s'il existe déjà une procédure d'évaluation adaptée pour vérifier les compétences en lecture dans la langue d'enseignement. Il consent également à vérifier dans quelle mesure un examen systématique et obligatoire des compétences en lecture est pertinent. Il convient aussi de déterminer à quel moment cet examen doit avoir lieu.

La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) entreprendra pour la première fois des enquêtes relatives aux objectifs d'enseignement nationaux (compétences de base). Ces enquêtes doivent permettre de déterminer dans quelle mesure les objectifs nationaux d'enseignement sont atteints. Dans le cadre de ce monitoring, auquel le canton de Berne participe en vertu du concordat HarmoS, un test dans la langue d'enseignement a été effectué au printemps 2017 dans une sélection de classes du degré primaire. Le Conseil-exécutif va également tenir compte des données acquises par le biais de ce test avant de se positionner.

Chiffre 2 :

Le Conseil-exécutif est prêt à dresser une liste de l'offre en manuels existants destinés à l'amélioration des compétences en lecture et à en vérifier la pertinence. Il souhaite également clarifier s'il est nécessaire de développer un manuel adapté.

Chiffre 3 :

Avec l'introduction du Lehrplan 21, une réglementation qui répond aux revendications exprimées dans la motion est ajoutée aux dispositions générales. Elle permet aux directions d'école de déroger au nombre de leçons prévues dans les différentes disciplines pour les enfants ayant des besoins éducatifs individuels en raison de problèmes liés à la langue, de difficultés d'apprentissage, de troubles complexes de l'apprentissage ou de lacunes en lecture.

Chiffre 4 :

De nombreuses écoles encouragent déjà aujourd'hui de différentes manières les compétences en lecture de leurs élèves.

Le Conseil-exécutif est cependant prêt à examiner d'autres mesures permettant de renforcer davantage l'encouragement de la compréhension écrite des élèves, par exemple par le biais d'une campagne auprès des parents et des membres du corps enseignant véhiculée par les inspections scolaires. Le Conseil-exécutif a pleinement conscience du fait que des lacunes en lecture auront des répercussions négatives sur les autres disciplines.

Une analyse sera également effectuée pour déterminer si les élèves remplissent les exigences minimales en lecture avec le Lehrplan 21 et, le cas échéant, quelles mesures doivent être prises pour remédier au problème.

Le Conseil-exécutif est aussi prêt à analyser dans quelle mesure l'offre de formation continue destinée aux enseignants et enseignantes est suffisante.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: adoption sous forme de postulat

Chiffre 2: adoption sous forme de postulat

Chiffre 3: adoption sous forme de postulat et classement

Chiffre 4: adoption sous forme de postulat

La présidente. Ich hoffe, Sie hatten gestern einen guten Abend und sind heute bereit für die Grossratssitzung von 9 bis 11 Uhr. Anschliessend finden ja die Fraktionsausflüge statt. Lassen Sie sich einmal mehr nicht von unserer Wanduhr irritieren – wir sind in einem anderen Rhythmus als die Uhr hier im Rathaus.

Wir konnten gestern Traktandum 16 beenden und sind nun bei Traktandum 17, Motion «Alle Jugendlichen verfügen am Ende der Volksschule über eine ausreichende Lesekompetenz in der Erstsprache!» Das ist eine Richtlinienmotion. Die Regierung hat sie punktweise beschlossen: Sie will alle Punkte als Postulat annehmen und den Punkt 3 gleichzeitig abschreiben. In der Vorbesprechung haben wir uns auf folgendes geeinigt: Falls der Motionär in ein Postulat wandeln würde, würden wir über eine gleichzeitige Abschreibung abstimmen. Wenn er nicht wandelt, stimmen wir nicht über die Abschreibung ab, denn es ist etwas anderes, ob es sich um eine Motion oder um ein Postulat handelt. Dies als Vorbemerkung. Wenn der Motionär nicht wandelt, werden wir bei Punkt 3 nicht über eine Abschreibung abstimmen. Dies, damit es alle gehört haben. Ich sage es sicher nochmals, wenn wir zur Abstimmung kommen. Ich gebe dem Motionär Grossrat Näf das Wort. Wir führen eine reduzierte Debatte.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Können Sie sich erinnern, wie vor etwa 16 Jahren in der Schweiz erstmals die Ergebnisse der Pisa-Studie veröffentlicht wurden? In der Schweiz, ich glaube, auch im Kanton Bern, lösten die Ergebnisse richtige Depressionen aus. Ich glaube, bei ziemlich allen Zeitungen stand das Thema auf der Frontseite. Man dachte, das könne doch nicht sein! Wir hatten immer gedacht, wir seien bei der Bildung in der Volksschule einsame Spitze. Und dann dieses Ergebnis! Schon im Jahr 2001 lautete das Ergebnis, dass etwa jeder fünfte Schüler ein ungenügendes Leseverständnis aufweist. Bei den Schülerinnen waren es etwas weniger. Man hat dann über die Jahre viel gemacht. So hat man etwa versucht, die Kinder in die Bibliotheken zu holen. Es gab in den darauffolgenden Pisa-Studien eine kleine Besserung. Wie gesagt: Alle zwei Jahre wurde wieder eine Pisa-Studie veröffentlicht. Das letzte Mal, dass es so richtig wehtat, war im letzten Herbst; Sie erinnern sich. Es war vor etwa einem Jahr, es ging schon gegen Dezember. Auch da gab es wieder eine Enttäuschung: Wieder haben wir festgestellt, dass wir in den fast 20 Jahren seit der ersten Pisa-Studie nicht weitergekommen sind.

Die grosse Frage, die sich hier stellt, müssen wir uns auch in der Politik stellen: Kann man denn wirklich nichts besser machen? Als Fachmann in diesem Gebiet – eines meiner wichtigsten Fächer ist Deutsch – habe ich mich mit dieser Materie auseinandergesetzt. Ich habe wirklich den Eindruck, dass wir nicht gut unterwegs sind und vieles besser machen könnten. Es geht natürlich vor allem um didaktische Fragen, die wir hier nicht diskutieren können. Denken wir zurück an unsere gestrige Diskussion über den Lehrplan 21: Der Lehrplan 21 ist in Bezug auf die Lesekompetenz sehr gut, dort sind wir sehr gut unterwegs. Wichtig ist für mich, Folgendes festzuhalten: Wenn wir ein Postulat annehmen würden, wie es der Regierungsrat vorschlägt, wäre das nett; man könnte dann prüfen, ob man prüfen will. Das ist das, was sprachlich aus der Antwort des Regierungsrates hervorgeht. Ich denke aber, dass wir nun wirklich einen Schritt vorwärtsgehen müssen. Deswegen möchte ich an Punkt 1 und Punkt 4 der Motion festhalten. Man soll nun wirklich einmal die Lesekompetenz zu einem richtigen Zeitpunkt erfassen; ich komme noch darauf zurück. Genauso wichtig ist Punkt 4: Der Regierungsrat bzw. die PH sollen endlich Vorschläge machen, wie wir da vorwärts kommen. Ich bitte Sie, den Vorstoss in den Punkten 1 und 4 als Motion zu überweisen.

La présidente. Möchte sich der Mitmotionär äussern? Ich stelle fest, dass dies nicht der Fall ist. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Les Verts). «Alle Jugendlichen verfügen am Ende der Volksschule über eine ausreichende Lesekompetenz in der Erstsprache.» Wir Grünen unterstützen diese Motion grundsätzlich. Der Motionär weist auf die fehlende Lesekompetenz von Schülerinnen und Schülern am Ende der Schulzeit hin. Ich finde aber, es ist zu spät, erst am Anfang des dritten Zyklus Textverständnis und Lesekompetenz zu überprüfen und zu reagieren. Es ist eine Tatsache, dass es Jugendliche gibt, welche die nötige Lesekompetenz nicht aufweisen. Meist sind dies junge Leute, die in der Regel schon individuell gefördert worden sind und trotzdem am Ende der Schulzeit noch grosse Defizite haben. Es ist wichtig, dass es schulische und praktische Anschlussmöglichkeiten gibt, damit sie nicht arbeitslos werden und von der Sozialhilfe abhängig werden. An meiner Schule ist die Erarbeitung der Lesekompetenz schon von der ersten Klasse an wichtig. Damit möglichst niemand durch die Maschen fällt, wird die Lesekompetenz auf jeder Stufe immer wieder überprüft.

Es gibt bereits heute eine grosse Auswahl an guten Lehrmitteln, mit denen man die Lesekompetenz fördern kann. Ich finde, dass man die Schülerinnen und Schüler mit der Dispensation von einem Fach entlasten dürfen muss. Aber es muss nicht zwingend eine Fremdsprache sein. Ich bin froh, dass sich der Regierungsrat noch vertieft mit diesem Thema befassen wird.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Die Motion von Roland Näf wirft ein Thema auf, von dem man eigentlich gehofft hätte, dass es keines mehr ist: Die fehlende Lesekompetenz. Es gebe jedes Jahr Schülerinnen und Schüler, die nicht genügend gut lesen könnten, wenn sie aus der Schule kämen. Dies eine Aussage, die einen stutzig macht. Die Lesekompetenz, welche die Basis für den schulischen Unterricht ist, soll nicht genügend gut ausgebildet werden. Diese Aussage beschäftigt auch die BDP-Fraktion. Eigentlich ist aber eine abnehmende Lesekompetenz keine grosse Überraschung, haben doch digitale Unterhaltungsmedien das Lesen von Büchern, Comics oder Kinder- und Jugendzeitschriften weitgehend verdrängt. Auch für die BDP-Fraktion ist klar, dass man davor die Augen nicht verschliessen sollte. Bei den von Roland Näf vorgeschlagenen Massnahmen aber sind wir nicht gleicher Meinung: Ein Standardtest am Anfang der siebten Klasse scheint uns etwas speziell, da man doch zu diesem Zeitpunkt gerade den Übertritt in die Oberstufe hinter sich hat. Eigentlich hätte man in diesem Rahmen bemerken sollen, ob es an Lesekompetenz fehlt. Wir setzen grosse Fragezeichen. Auch bei den Zusatzlehrmitteln möchten wir zum gegenwärtigen Zeitpunkt nicht verbindlich mithelfen. Die BDP ist einverstanden, dass man beim Thema «Fehlende Lesekompetenz» genau hinsieht; wir halten dafür allerdings Punkt 4 der Motion für ausreichend und werden ausschliesslich diesen unterstützen. Die anderen Punkte werden wir nicht annehmen. Bei Punkt 3 sehen wir es so wie die Regierung.

La présidente. Bevor ich der Sprecherin der SVP-Fraktion das Wort gebe, möchte ich darauf hinweisen, dass es im Raum doch zwei, drei Gespräche zu viel gibt. Damit gebe ich ihr nun das Wort.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Die in der Motion von Roland Näf verlangte Lesekompetenz in der Erstsprache ist eine berechtigte und notwendige Kompetenz für alle; zumindest darin sind wir noch gleicher Meinung. Der Motionär bringt das Thema Lehrmittel ins Spiel, ein wichtiges Instrument, um die Lesekompetenz stärken zu können. Es stimmt, es braucht authentische und möglichst aktuelle Texte. Die Lehrpersonen sind aber heute schon frei, Texte zu suchen, unabhängig von einer Lernsoftware. Wir erachten es als problematisch, zu verlangen, die Schüler vom Unterricht dispensieren zu können. Dazu braucht es dann wieder zusätzliche Lehrpersonen, und dieses Thema haben wir schon öfter besprochen. Die SVP-Fraktion erachtet dies als unnötig. Zu Ziffer 1: Die im Februar 2017 durchgeführten Erhebungen sollen eine Antwort geben auf das Anliegen des Motionärs. Somit können wir warten, bis die Auswertungen dieser Erhebungen vorliegen und bekannt sind. Flächendeckende Prüfungen zu Beginn des dritten Zyklus zu machen, erachten wir als problematisch. Wir wissen ja, dass Prüfungen immer wieder Konfliktpotenzial zwischen Lehrpersonen, Schülerinnen und Schülern und Eltern bergen. Als Nächstes – eine kleine Pointe – könnte man ja eine neue Ombudsstelle verlangen, um diese neuen Konflikte zu lösen. Zu Ziffer 2: Das Thema Lehrmittel ist zwiespältig und lehrpersonenabhängig. Die einen geben sich mehr Mühe und suchen das passende Lehrmittel, die anderen warten einfach, bis es auf den Markt kommt. Ziffer 3 erachten wir wie der Regierungsrat als mit dem Lehrplan 21 erfüllt. Zu Ziffer 4: Die Schulen fördern dies mit dem Lehrplan schon lange aktiv. Über den letzten Satz, dass die Lehrpersonen allenfalls nicht genügend ausgebildet sein sollen, sind wir doch etwas überrascht. Die SVP-Fraktion wird in den vier Ziffern grossmehrheitlich wie der Regierungsrat stimmen.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Natürlich ist es auch uns von der EDU ein grosses Anliegen, dass die Schüler am Ende der obligatorischen Schulzeit ein gutes, ausreichendes Lesevermögen aufweisen. Durch unsere unterschiedlichen beruflichen Hintergründe wissen wir, dass dies häufig nicht der Fall ist. Gestern habe ich hier behauptet, ich fühlte mich noch jung – heute behaupte ich eher das Gegenteil. Ich weiss nicht, ob es immer richtig ist, alles zu ändern, oder ob nicht auch das Bestehende Wert hat. Ich gehe mit Michael Seilers Votum von gestern einig, dass das Unterrichten auch zu einem grossen Teil eine Herzensfrage ist. In den Jahren, in welchen ich an der Real- und Oberstufe unterrichtet habe, habe ich gemerkt, dass nicht immer nur die Lehrmittel oder die Vorgaben wichtig sind, sondern ebenso das Herz. Die Einführung eines Testverfahrens erachten wir als nicht nötig. Es könnte sich im Gegenteil sogar negativ und stressauslösend auf die betroffenen Schüler auswirken.

In einer bewusst gelebten Lehrer-Schüler-Beziehung zeigt sich sehr rasch, wenn Schülerinnen oder Schüler eine mangelhafte Lesekompetenz aufweisen. Ebenso scheint uns der Gebrauch eines Zusatzlehrmittels keine zwingende Massnahme zu sein. Häufig sind Schülerinnen und Schüler mit entsprechenden Schwierigkeiten – auch anderen Schwierigkeiten – zu wenig betreut oder viel zu sehr sich selbst überlassen. Sie können durch die Investition von Zeit und Da-Sein motiviert und damit in ihrer Lesekompetenz stark gefördert werden, dies auch unter Einbezug der Familien und der für die betreffenden Schüler Verantwortlichen. Punkt 1 und 2 unterstützen wir aus diesem Grund nicht. Die Dispensation von einer Fremdsprache zugunsten einer individuellen Förderung kann eine Möglichkeit sein. Die Punkte 3 und 4 unterstützen wir in diesem Sinne.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (PEV). Für die EVP-Fraktion ist unbestritten, dass es zu viele Schülerinnen und Schüler gibt, die nach der obligatorischen Schulzeit eine ungenügende Lesekompetenz aufweisen. Der Motionär rennt bei uns thematisch offene Türen ein. Einen Text lesen und verstehen zu können, das brauchen die Schülerinnen und Schüler in jedem Fach und auf jeder Stufe. Mit Defiziten in der Lesekompetenz wird das Lernen enorm erschwert. Zu Punkt 1: Die Fraktion der EVP kann sich vorstellen, diesen Punkt als Motion anzunehmen. Es ist nicht der Gedanke des flächendeckenden Tests, der uns zuerst zurückhaltend gemacht hat, es ist vielmehr der Zeitpunkt des Tests, der auf Anfang des dritten Zyklus festgelegt ist. Wir sind der Meinung, dass dies eventuell zu spät ist. Der ideale Zeitpunkt müsste unseres Erachtens früher sein. Dies würde den Kindern genügend Zeit geben, ihre Defizite aufzuarbeiten. Wir möchten deswegen, dass der Regierungsrat überprüft, welcher Zeitpunkt sich für einen Test eignen würde. Wichtig ist uns zu betonen, dass es wirklich nur um eine sinnvolle Erfassung der Lesekompetenz geht und keine direkten Vergleiche gemacht werden.

Zu Punkt 2: Wir glauben, dass es eigentlich genügend Zusatzlehrmittel im Bereich der Lesekompetenz gibt. Einer Überprüfung der vorhandenen Möglichkeiten durch den Regierungsrat können wir aber gern zustimmen und nehmen diesen Punkt als Postulat an. Punkt 3 erachten wir wie der Regierungsrat als bereits erfüllt. Es gibt jetzt schon Möglichkeiten, wie reduzierte individuelle Lernziele oder den Verzicht auf das Erlernen einer Fremdsprache. Deshalb: Annahme als Postulat und Abschreibung. Bei Punkt 4 teilen wir die Ansicht des Motionärs und nehmen den Punkt als Motion an, weil der Antrag schon als Prüfungsauftrag formuliert ist. Hinsichtlich des Lehrplans 21 kann dies nicht schaden. Der Erwerb der Lesekompetenz muss auf dem Radar bleiben. Die EVP-Fraktion beurteilt also die Motion im Sinne des Motionärs.

Daniel Wildhaber, Rubigen (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion dankt dem Regierungsrat für seine Antworten zum Postulat Näf. Die Lesekompetenz – also das Lesen und Verstehen – ist die Schlüsselkompetenz, nicht nur für die Sprachen, sondern für sämtliche Fachbereiche der Schule, für Ausbildungen, ja, für das Leben und das Arbeitsleben allgemein. Wir sind mit der Antwort des Regierungsrats zu Ziffer 2 und damit mit der Annahme als Postulat einverstanden. Geeignete Lehrmittel zur Förderung der Lesekompetenz sind aufzulisten, zu prüfen und allenfalls neu zu entwickeln. Auch mit der Antwort des Regierungsrats zu Ziffer 3 und damit mit der Annahme als Postulat bei gleichzeitiger Abschreibung sind wir einverstanden. Schülerinnen und Schüler können auf diese Art und Weise zugunsten eines individuellen Trainings eines Fachbereiches von den Fremdsprachen dispensiert werden, wenn dies nötig ist.

Die Fraktion ist aber mit den Antworten des Regierungsrats zu den Ziffern 1 und 4 nicht einverstanden. Zu Ziffer 1 antwortet der Regierungsrat, er sei bereit abzuklären, ob bereits ein geeignetes Testverfahren für die Überprüfung der Lesekompetenz bestehe und inwiefern eine flächendeckende Überprüfung der Lesekompetenz sinnvoll sei. Die Regierung schlägt vor, Ziffer 1 als Postulat anzunehmen. Auf Deutsch heisst dies: Der Regierungsrat schlägt vor, es sei zu prüfen, ob die Lesekompetenz zu prüfen sei. Wir halten daran fest: Die Lesekompetenz ist zu prüfen! Aus diesem Grund möchten wir an der Motion festhalten. Zu Ziffer 4 sagt der Regierungsrat, Schulen würden bereits heute auf unterschiedlichste Art die Lesekompetenz fördern, und er sei bereit, weitere Massnahmen zu prüfen, um das Lesen und Verstehen zu fördern. Uns ist es zu wenig, dass geprüft werden soll, ob weitere Massnahmen geprüft werden sollen. Wir wollen sie prüfen lassen! Wir lehnen aus diesem Grund das Postulat ab und wollen weiterhin die Motion. Alle Jugendlichen sollen am Schluss der Volksschule über wirkliche Lesekompetenz in der Erstsprache verfügen. Wir sind mit den Antworten der Regierung auf Ziffer 2 und 3 einverstanden, wollen aber bei Ziffer 1 und 4 an der Motion festhalten.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Die glp-Fraktion und ich als Mitmotionär unterstützen die Ziffern 1 und 4 als Motion und die Ziffern 2 und 3 als Postulat. Wieso? Die Lesekompetenz ist das A und O der Grundschulbildung. Wir sprechen hier ja ab und zu über Lehrpläne; diese gehen uns nicht sehr viel an, aber auf der strategischen Ebene sollten wir uns dafür interessieren, was die Pisa-Nachtests für den Kanton Bern gezeigt haben. Sie haben gezeigt, dass wir in Mathematik und in den Naturwissenschaften sehr gut sind; darüber freuen wir uns. Sie haben aber ebenso gezeigt, dass im Bereich Leseverstehen 10 bis 20 Prozent der Schüler grosse Mühe haben. Man könnte hier von funktionellen Analphabeten sprechen. Das hat nicht nur mich und meine Fraktion, sondern beispielsweise auch die Schulkommission der Gemeinde Köniz überzeugt, die Lesekompetenz als einziges Lernziel sogar in der Bildungsstrategie verankern. Ich möchte uns hier auf dem kleinen Dienstweg bei der Erziehungsdirektion gleich als Pilotgemeinde anmelden, wenn wir diesen Vorstoss vielleicht als Postulat oder gar als Motion überweisen, um Erfahrungen zu sammeln, wie man in der Praxis damit umgeht. Ziel der Grundschulbildung soll es sein, dass alle Schüler funktionelle Alphabeten sind, und nicht, dass zehn Prozent funktionelle Analphabeten sind. Wenn sie richtig lesen und das Gelesene verstehen können, dann erschliesst sich ihnen auch der Zugang zu mathematischen Aufgaben. Auch das hat man herausgefunden: Viele der Schüler, die in Mathematik schlecht abgeschnitten haben, sind nicht unbedingt unbegabt in Mathematik, sondern sie haben schlicht sprachlich nicht verstanden, wie die Aufgabestellung lautet. Deswegen bitte ich Sie, den Vorstoss in den Punkten 1 und 4 als Motion anzunehmen.

Corinne Schmidhauser, Interlaken (PLR). Selbstverständlich teilen auch wir von der FDP die Sicht des Motionärs, dass gute Lesekompetenzen zentral sind für den Bildungserfolg. Weit über das Fach Deutsch hinaus sind praktisch in jedem Fach Lesekompetenzen noch heute massgebend. Wir teilen auch weitestgehend die Sicht der Regierung zu den Ziffern 2, 3 und 4 und sind der Meinung, dass sie als Postulat überwiesen werden sollen. Bei Ziffer 1 möchten wir allerdings dem Motionär Mut machen: Wir befürworten diesen als Motion. Wir sind überzeugt: Wenn man etwas herausfinden möchte, muss man auch den Mut haben, es zu testen. Wir sind dafür, dass man die Lesekompetenzen testet, idealerweise tatsächlich zu Beginn des dritten Zyklus.

La présidente. Wir haben alle Fraktionen gehört. Somit gebe ich Regierungspräsident Pulver das Wort.

Bernhard Pulver, président du Conseil-exécutif. Diese Motion beschreibt ein zentrales Problem. Es ist nicht wesentlich, wie gross die Prozentzahl der Schülerinnen und Schüler genau ist, die sehr schlecht lesen können. Es besteht so oder so ein Handlungsbedarf. Wir sind damit einverstanden, dass man etwas tut. Ich habe im Amt für Kindergarten, Volksschule und Beratung auch ein entsprechendes Projekt gestartet. Morgen findet dazu eine Sitzung statt, an der auch die PH teilnehmen wird. Es geht darum, zu schauen, was man an den Schulen noch machen könnte. Zu Ziffer vier wurde gesagt, man wolle nicht prüfen, ob man prüfen solle, sondern den Punkt als Motion überweisen. Die Regierung hat den Punkt als Postulat angenommen. Aber es steht ja: «... prüft weitere Massnahmen ...». Ich kann mir jedoch vorstellen, dass die Regierung auch mit einer Motion gut leben könnte, denn sie weiss ja, dass wir sowieso dabei sind, Massnahmen zu prüfen. Das kann ich jetzt zwar nicht einfach wandeln, aber ich denke, es wäre kein Problem, wenn der Punkt als Motion überwiesen würde.

Nun haben wir noch eine Differenz bei Punkt 1. Ich möchte dazu eine Vorbemerkung machen: An der Veränderung des Leseverständnisses der Schülerinnen und Schüler ist nicht einfach die Schule schuld. Die Schule kann auch nicht alleine etwas für die Verbesserung desselben tun. Ich denke, hier sind wir uns einig. Es hat mit der Veränderung der Bedeutung des Lesens in der Gesellschaft zu tun, mit den Eltern, den elektronischen Hilfsmitteln oder mit der zurückgegangenen Präsenz von Zeitungen. Auch diese Diskussion führen wir immer wieder. Die Schule hat hier eine wichtige Aufgabe, und wir sind bereit. Aber die Frage ist, ob Sie mit dem Punkt 1 wirklich allen Klassen einen Test im siebten Schuljahr vorschreiben wollen. Wollen Sie tatsächlich so stark in den operativen Bereich hineinsteuern? Ich bin immer wieder landauf, landab im Kanton unterwegs, um über den Lehrplan 21 zu sprechen. Eine der grössten Sorgen in diesem Zusammenhang, nicht nur von Lehrpersonen, ist die Angst vor häufigen flächendeckenden Tests. Genau dies will man nicht, und genau dies wirft man dem Lehrplan 21 immer vor. Dabei stimmt es gar nicht: Der Lehrplan 21 sieht überhaupt keine flächendeckende Testerei vor. Aber wollen Sie als Grosser Rat jetzt ein solches Signal senden und wünschen, dass der Erziehungsdirektor im siebten Schuljahr einen flächendeckenden

Test vorsieht? Ich weiss, es geht nicht um ein Thema, welches den Lehrplan 21 betrifft, aber es geht doch um die Lesekompetenz. Deshalb sind wir der Meinung, dass Sie in ein Postulat wandeln sollten. Vielleicht ist es sinnvoll, in allen Klassen im siebten Schuljahr die Lesekompetenz mit einem Test zu prüfen. Vielleicht ist es jedoch gerade der falsche Zeitpunkt. Vielleicht gibt es einen anderen Moment, der sinnvoller wäre. Möglicherweise ist ein freiwilliger Test besser, oder es braucht gar kein neues Testinstrument. Ich wäre hier nicht so präzise, wenn ich Sie wäre, sondern würde ein Postulat vorziehen. Man kann grundsätzlich prüfen, ob man mit einem Test arbeiten sollte. Aber es ist an Ihnen, zu entscheiden, welche Signale Sie aussenden wollen. Ich merke, dass zu viel Testerei bei den Lehrpersonen, aber auch in der Bevölkerung nicht sehr gut ankommen. Deshalb würde ich Ihnen ein Postulat empfehlen.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Ich möchte allen Fraktionen sowie dem Erziehungsdirektor dafür danken, dass man dieses Anliegen klar unterstützt. Der heikelste Teil ist offenbar der Zeitpunkt und die vom Erziehungsdirektor erwähnte Testerei. Dazu möchte ich folgendes sagen: Ich habe mir lange Gedanken dazu gemacht und mit vielen Lehrpersonen gesprochen. Zuerst zum Zeitpunkt: Ich habe von den Lehrpersonen gehört, dass es ungeschickt wäre, diesen Test in der fünften oder sechsten Klasse durchzuführen, weil diese Klassen sehr stark durch das Übertrittsverfahren belastet sind. Das hat mich überzeugt. Zur Testerei: Wenn Sie die Begründung der Motion lesen, dann stellen Sie fest, dass es hierbei nicht um irgendwelche Vergleichstests geht. Diese sind bei den Lehrpersonen nicht beliebt. Es geht darum, dass nur zu Händen der Eltern, der Kinder und der Lehrperson geschaut wird, ob das Leseverständnis den Minimalanforderungen genügt. Nur darum geht es. Es hat somit nichts mit der genannten Testerei zu tun, die häufig zu Klagen Anlass gibt. Damit ist etwas anderes gemeint als eine Überprüfung, ob ein Kind einen Text gut genug versteht. Die Bemerkung in Bezug auf die offenen Türen, die man damit einrennt, hat mich sehr gefreut. Ich hoffe, dass man nun vorwärtsgeht. Dazu braucht es ein klares Zeichen. Dies ist eine Richtlinienmotion. Der Erziehungsdirektor hat es erwähnt. Er ist danach immer noch frei, damit zu tun, was er will. Aber wir wollen mit den Punkten 1 und 4 ein klares Zeichen setzen und einen Schritt weitergehen. Das heisst, die Punkte 1 und 4 bleiben als Motion bestehen, und mit den Punkten 2 und 3 verfahren wir so, wie es der Regierungsrat vorgeschlagen hat.

La présidente. Somit sind wir bereit für die Abstimmung. Wer die Ziffer 1 als Motion annimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 77

Non 64

Abstentions 3

La présidente. Sie haben Ziffer 1 angenommen. Wir kommen zu Ziffer 2, die in ein Postulat gewandelt wurde. Wer Ziffer 2 als Postulat annimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 124

Non 19

Abstentions 2

La présidente. Sie haben Ziffer 2 als Postulat angenommen. Wir kommen zu Ziffer 3. Wer Ziffer 3 der Motion annimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein. – Stopp, ich habe einen Fehler gemacht: Das angezeigte Resultat zählt nicht. Ziffer 3 wurde ja in ein Postulat umgewandelt. Ich lö-

sche das Resultat. Wir starten nochmals mit Ziffer 3. Wer somit Ziffer 3 als Postulat annimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein. Sie haben Ziffer 3 angenommen.

Vote (adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 141

Non 3

Abstentions 1

La présidente. Wir kommen nun zur Abschreibung, denn es wurde von der Regierung vorgegeben, dass man im Falle einer Annahme als Postulat über die Abschreibung abstimmen muss. Wer dieser Abschreibung zustimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 3, adopté sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui 143

Non 0

Abstentions 1

La présidente. Sie haben Ziffer 3 als Postulat abgeschrieben. Nun kommen wir noch zu Ziffer 4, die ein Motionsteil ist und bleibt. Wer Ziffer 4 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 73

Non 71

Abstentions 1

La présidente. Sie haben Ziffer 4 angenommen.